



# ÉCOLE : ET SI ENFIN

*Pédagogie, discipline, dérives islamistes : rien ne va plus, et depuis longtemps, dans le système scolaire français. Le nouveau ministre de l'Éducation s'est lancé dans une contre-révolution qui ne dit pas son nom, avec la bénédiction d'Emmanuel mais aussi de Brigitte Macron.*

PAR JUDITH WAINTRAUB



Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer à l'école Louis-Houper de Forbach le jour de la rentrée, le 4 septembre. La directrice de cet établissement mosellan leur présente une classe de CP (cours préparatoire) dédoublée.

# ÇA CHANCEAIT ?

**E**n 1968, quand Edgar Faure avait été nommé ministre de l'Éducation nationale avec mission d'y ramener la paix, il avait trouvé une idée lumineuse pour empêcher les importuns de pénétrer dans son bureau : inver-

ser le sens de la poignée de la porte, de telle sorte qu'aucun visiteur ne puisse entrer à l'improviste. Près de cinquante ans plus tard, Jean-Michel Blanquer doit déployer une stratégie beaucoup plus élaborée pour atteindre son objectif : liquider l'héritage des soixante-huitards et son cortège de « bourdieuseries », du nom du sociologue Pierre Bourdieu, pour qui le système scolaire n'était qu'un instrument de reproduction des élites. Selon cette icône des « pédagogistes », l'égalité devait primer sur la recherche de l'excellence. Najat Vallaud-Belkacem, malgré son jeune âge, en fut une fidèle disciple, et la réforme des collèges, la meilleure illustration de ses théories égalitaristes. C'est aussi le premier vestige du quinquennat Hollande auquel Jean-Michel Blanquer s'est attaqué, en rétablissant les classes bilingues et l'enseignement du grec et du latin. Et ce n'est qu'un début.

Le ministre a lancé une révolution, ou une contre-révolution, qui ne dit pas son nom. Instruit par les échecs de Claude Allègre, écrasé en quelques mois par le « mammoth », de François Fillon, qui dut renoncer à réformer le bac sous la pression de la rue, de Gilles de Robien, qui ne parvint pas à réhabiliter la méthode syllabique, ou encore de Xavier Darcos avec les internats d'excellence, le ministre ne marquera pas son passage Rue de Grenelle par une grande « loi Blanquer ». Comme il l'a confié au *Figaro Magazine*, ce « pragmatique », tel qu'il se définit, est convaincu que « ce qui a rendu les choses difficiles » pour les mieux intentionnés de ses prédécesseurs, « c'est le marquage politique d'options qui auraient dû être d'intérêt général ». « Je cherche une forme d'unité nationale, assure-t-il. Il n'y a pas de fatalité à être dans d'éternelles querelles politiques et syndicales. La situation n'est pas binaire, pour peu que l'on sorte des postures médiatiques. »

**Ce qui n'est pas gagné.** La charge de Jean-Michel Blanquer contre la méthode globale d'apprentissage de la lecture et le « pédagogisme », en août, ont donné le signal d'une mobilisation syndicale qui dure, même si le ministre a précisé depuis qu'il visait la méthode mixte - globale au démarrage et syllabique ensuite. « Il a voulu plaire à l'électorat conservateur ! » accuse Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-Fsu, majoritaire dans le primaire. « Ceux qui donnent des interprétations politiques de ce que je fais dévoilent leurs arrière-pensées politiques plutôt que les miennes », rétorque l'intéressé. Sa position sur la méthode mixte ne variera pas : « Je n'ai jamais vu que mélanger ce qui marche et ce qui ne marche pas permette de réussir, ironise-t-il. Qui aurait l'idée de

## "LA MENTALITÉ

*Professeur de philosophie à Rouen, Anne-Sophie Nogaret raconte le naufrage de l'Éducation nationale tel qu'elle l'a vécu de l'intérieur de l'institution. Ravages du pédagogisme, renoncement à l'autorité : son bilan est sans concession.*

**L**e Figaro Magazine - Selon vous, quelles sont les causes du naufrage de l'Éducation nationale ?  
**Anne-Sophie Nogaret -**

La succession des réformes pédagogiques est lourdement responsable. Prenez les grilles de correction qu'on demande aux profs de français d'appliquer en première : ils doivent vérifier que l'élève a bien mentionné le titre d'un ouvrage, ou qu'il a su repérer une métaphore. On ne leur demande pas d'évaluer le degré de compréhension du texte. D'ailleurs, les élèves n'appellent pas ça un texte, mais un « document ». Moi, je n'ai pas appliqué ces grilles et des parents m'en ont félicitée ! Mais ce n'est pas forcément le discours des fédérations de parents d'élèves. Depuis des années, sous leur pression, on a accordé aux parents un poids complètement délirant.

**En avez-vous été victime ?**

Souvent. J'ai par exemple été convoquée par ma direction parce que les parents d'une petite à laquelle j'avais mis un avis défavorable n'étaient pas contents. Elle venait quand elle voulait, en raison de « problèmes médicaux ». Elle était très mi-



STEPHANE GRANDIER/LE FIGARO MAGAZINE

# DE CITÉ SE RÉPAND À L'ÉCOLE

gnonne, elle s'était mis l'infirmière dans la poche, donc je n'avais accès à aucune explication sur ces mystérieux problèmes qui la faisaient venir à 10 heures presque chaque matin au lieu de 8 heures, ou manquer la classe à chaque fois qu'elle devait rendre un devoir. Elle utilisait toutes les failles du système ! J'ai dit à ma hiérarchie qu'elle était libre de changer mon appréciation mais que je ne le ferais pas moi-même.

**Jean-Michel Blanquer parle d'une école de la « bienveillance », un mot qui vous fait bondir. Pourquoi ?**

Jenesais pas ce qu'entend par là le nouveau ministre, mais la « bienveillance », telle qu'on la prêche depuis des années à l'Education nationale, est l'antonyme de la sanction, comme si les deux étaient incompatibles. C'est de l'idéologie pure et dure et ça n'aide pas les élèves. On m'a souvent demandé d'émettre des avis favorables pour le bac concernant des élèves qui n'avaient pas la moyenne, par « bienveillance ». Comme si les examinateurs allaient être dupes !

**L'école a-t-elle renoncé à la discipline ?**

D'après mon expérience, oui. La sanction est maintenue sur le papier, elle donne même lieu à une inflation de procédures complexes, diluées dans le temps, ce qui lui ôte toute chance d'être efficace au cas où par extraordinaire elle serait appliquée. Et les enfants, bien sûr, le comprennent très vite ! Quand un conseil de discipline finit par avoir lieu et décide d'une sanction, le rectorat peut la casser, alors qu'il y a eu un vote. Un collègue normand m'a raconté que deux élèves, exclus pour avoir bousculé un prof, ont été réintégrés parce que leurs copains étaient allés dire au recteur que le prof mentait.

**Vous pointez aussi un « racisme inversé ». Comment se manifeste-t-il ?**

L'institution et les professeurs ont la

hantise de passer pour racistes, islamophobes, etc. Je ne dis pas que tous les élèves descendants d'immigrés ou qui viennent des cités posent problème, évidemment, mais quand ces élèves-là sont en cause, la discipline est rarement appliquée et ce sont au final les enfants qui sont les victimes de cette démission. J'ai vu se répandre la « mentalité de cité », qui n'est rien d'autre qu'une forme de caïdat. La pratique de l'intimidation, voire la menace, est courante, comme le mépris affiché pour les femmes, l'homophobie et l'antisémitisme.

**Vous dites comprendre que beaucoup d'élèves n'adhèrent pas au « Je suis Charlie » né après les attentats islamistes de 2015. Pourquoi ?**

Je n'accepte pas le comportement de ces jeunes, mais je comprends qu'ils soient gavés de la bien-pensance qu'on leur inflige à longueur de temps. Pour faire court, en 2015, on a eu deux formes d'imbécillité face à face. L'élève complotiste de base, tous milieux sociaux confondus, qui passe sa vie sur internet, pas forcément méchant, juste ignare, et le prof structurellement de gauche, bloqué dans le catéchisme du politiquement correct. En général, c'est un écologiste farouche ! J'ai vu des profs entrer comme des furieux dans ma salle de classe pour engueuler un élève qui avait jeté un papier une heure avant. Curieusement, ils sont moins allants contre l'homophobie, l'homosexualité n'étant pas très bien vue dans certains milieux ! Pour Charlie, beaucoup ont renoncé à parler à leurs élèves.

**L'enseignement de la laïcité peut-il être un antidote à l'islamisme ?**

De quoi parle-t-on ? Je connais de nombreux profs toujours contents de faire moins d'heures de cours et qui proposent des ateliers type « laïcité et citoyenneté ». En ZEP, ça plaît, mais je ne suis pas sûre que le résultat soit à la hauteur. C'est encore du catéchisme ! Le seul antidote, c'est la connaissance, historique, littéraire, bref, tout ce qui manque à tant d'élèves.

**Le système des « devoirs faits » instauré par Jean-Michel Blanquer peut-il permettre aux élèves qui en ont besoin de rattr**

**per leur retard ?**

Sur le papier c'est une bonne idée, à condition que l'encadrement soit compétent. J'ai vu des petits caïds des cités, envoyés par la mission locale qui essayait de les réinsérer, faire du soutien scolaire en maternelle et en primaire. C'est très bien pour apprendre aux gamins des morceaux de rap, mais pour le reste...

**Vous semblez très pessimiste. L'Education nationale est-elle vouée à sombrer ?**

Il n'y aura pas d'issue tant qu'on ne renoncera pas d'abord à l'idée que tout le monde est fait pour l'enseignement général et qu'on ne réhabilitera pas l'enseignement professionnel et technique. J'ai eu régulièrement des élèves qui végétaient en terminale parce que des profs les avaient découragés d'aller dans le technique en fin de troisième, alors qu'ils étaient demandeurs.

**Avez-vous l'intention de continuer l'enseignement ?**

J'aime enseigner ! On peut avoir des relations extraordinaires avec des classes ou des élèves, et d'autres désastreuses, mais c'est la minorité. C'est un métier que j'adore, mais dans les conditions actuelles, il faut avoir une mentalité de combattante. Aujourd'hui, je rencontre beaucoup de jeunes, en général femmes, qui disent vouloir enseigner mais qui se voient en fait animatrices, assistantes sociales ou psychologues. Elles ne rêvent que de « dialoguer » avec les élèves. Les critères de recrutement doivent absolument changer, comme les méthodes d'enseignement et les programmes. Le respect de la discipline doit être restauré. Tout est imbriqué. Ça prendra du temps et on ne pourra pas tout faire en même temps. Il faudra hiérarchiser les priorités et ça, Jean-Michel Blanquer, qui connaît la machine, semble l'avoir bien compris.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR JUDITH WAINTRAUB



**Du mammouth au Titanic, d'Anne-Sophie Nogaret, L'Artilleur, 323 p., 18 €.**



**La méthode syllabique, autrement dit le b. a. -ba, c'est celle qu'utilise ce garçon de 6 ans pour apprendre à lire. Jean-Michel Blanquer est un adversaire farouche de la méthode dite « mixte », globale au démarrage puis syllabique.**

*l'avalanche arriver dans son dos* » ? Les syndicats enseignants contestent. A les entendre, les maths modernes, comme la méthode globale, c'est à peine si ça a existé...

Dans le primaire comme dans le secondaire, que le ministre veut réformer dans un deuxième temps, Il n'y aura donc pas de « loi Blanquer », pas de réforme pédagogique en tant que telle, et pas de manuel « officiel ». Jean-Michel Blanquer s'y refuse, misant tout sur la formation des enseignants et sur l'évaluation. Il veut laisser une plus grande autonomie aux acteurs de l'éducation et souhaite que les chefs d'établissement puissent, « à terme », choisir leur équipe pédagogique. Comme dans le privé, son modèle

à bien des égards (*lire p. 56*).

L'autonomie a longtemps été combattue par les syndicats enseignants, au nom de leurs principes égalitaristes. Mais selon Philippe Tournier, secrétaire général du SNPDEN-Unsa, le syndicat des personnels de direction de l'Education nationale, « les profs commencent à se rendre compte que c'est l'Etat central qui constitue une menace et que l'autonomie est protectrice ». Proviseur de Victor-Duruy, dans le VII<sup>e</sup>, depuis 2012, il a eu l'occasion de vérifier avec la réforme des collèges de Najat Vallaud-Belkacem que le blocage « culturel » persistait davantage Rue de Grenelle que dans les mentalités enseignantes. « La réforme laissait les chefs d'établissement disposer librement d'un contingent d'heures de classe, mais dès que le décret est passé, le ministère a sorti une circulaire d'une dizaine de pages pour nous dire ce qu'on devait faire de ce temps », raconte-t-il, en précisant : « La nouveauté, c'est que les chefs d'établissement n'en ont tenu aucun compte. » Et qu'a fait le ministère ? Il n'a pas réagi. « A l'Education nationale, vous avez une flopée de prescriptions mais personne ne contrôle rien, déplore Philippe Tournier. Si les profs ne sont pas en grève et que les élèves ne sont pas dans la rue, c'est "pas de nouvelle, bonne nouvelle !" »

Si cette indifférence compense, au moins partiellement, le dogmatisme de l'institution académique en matière de pédagogie, elle a des conséquences dévastatrices sur la bonne marche des établissements. En termes d'organisation aussi, tout est à revoir ! Cette année, la rentrée scolaire s'est faite en musique pour les élèves, conformément au vœu de Jean-Michel Blanquer, mais aussi en fanfare pour certains de leurs profs et de leurs proviseurs, qui ont publié des livres de témoignage plus accablants les uns que les autres sur le délabrement de l'école.

Anne-Sophie Nogaret, professeur de philosophie, raconte dans *Dumammouth au Titanic* la guérilla incessante qu'elle a dû mener pour tenter, simplement, d'exercer son métier. ←

## BLANQUER MISE TOUT SUR LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

← → *mélanger du vin et du vinaigre ?* »

Le ministre refuse également d'étaler à l'infini cet apprentissage. Selon lui, « il y a une fausse bienveillance à vouloir diluer dans le temps l'acquisition des savoirs ». D'où les évaluations qu'il a instituées dès cette année scolaire en CP (cours préparatoire) et en sixième. Ah, l'évaluation ! C'est le mot qui fâche. Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, ce serait un « facteur de stress ». « Si l'évaluation ne se traduit pas par un surcroît de travail pour les enseignants, pourquoi pas ? nuance Frédérique Rolet, secrétaire générale adjointe du SNES, à condition que ça ne donne pas lieu à une comparaison entre les établissements qui seraient "bons" et les autres, et que ça ne stigmatise pas les élèves. »

Jean-Michel Blanquer, lui, estime qu'il y a urgence à arrêter la dégringolade : dans le dernier classement Pisa (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), établi en 2016, la France était au 19<sup>e</sup> rang des pays de l'OCDE pour la lecture et au 26<sup>e</sup> rang pour les maths et pour les sciences. L'enquête Timss (Trends in International Mathematics and Science Study) réalisée en 2015 montre même que les petits Français en CMI sont derniers de toute l'Europe en mathématiques. La faute aux maths modernes, bête noire du ministre qui se rappelle, enfant, avoir vécu leur avènement « comme un skieur voit



**Ikrame retire son voile avant d'entrer au lycée Paul-Gauguin d'Orléans, où elle est scolarisée, mais affirme être victime de « harcèlement » à cause de sa jupe longue.**

faire preuve de bienveillance plutôt que de sévir bêtement, lui écrit-il. "Fils de pute", c'est plutôt gentil, non ? "Bâtard", presque amical ? » Il ne dit pas si la destinataire a apprécié le second degré.

Quand le respect des règles est une notion inconnue à la maison, l'école peut d'autant moins y remédier qu'elle a été systématiquement désarmée. « Sanctionner un élève est quasiment impossible, même pour des vétilles, affirme Philippe Tournier. Quand un élève perturbe la classe avec son portable, par exemple, vous ne pouvez pas agir si vous appliquez les textes réglementaires : il faut recevoir les parents et l'enfant, puis leur notifier qu'on va le sanctionner, puis attendre trois jours ouvrables pour envoyer une sanction, le troisième jour

exactement... C'est un tel pataquès qu'on renonce. » « Tout a été judiciairisé de façon outrancière, et par l'institution elle-même, explique-t-il. Après, il ne faut pas se plaindre qu'il n'y ait pas d'autorité ! » Selon lui, « ces nuisances de faible intensité sont bien plus répandues que les violences ou les dérives fondamentalistes ».

## LES ENSEIGNANTS SE SENTENT SEULS FACE AUX DÉRIVES ISLAMISTES

← Elle revient pour *Le Figaro Magazine* sur la démission progressive de l'institution face à la « mentalité des cités » (lire encadré pp. 48 et 49). Isabelle Dignocourt (1), professeur de latin et autrefois de grec, et qui a vu passer treize ministres Rue de Grenelle, analyse comment l'Education nationale est devenue une « machine à broyer ». Jean-Noël Robert (2), désormais retraité de l'Education nationale, raconte dans *Témoin de la déséducation nationale*, entre autres scènes saisissantes, la visite guidée très particulière qu'il a organisée pour des parents d'élèves du grand lycée de Corbeil-Essonnes, juste en face de la cité des Tarterêts. Il a profité de la « demi-journée banalisée » pour leur montrer le bâtiment dans lequel leurs enfants pouvaient se procurer des drogues dures, des drogues douces, l'étage où trouver des préservatifs, celui où les utiliser... On imagine que les parents ont dû sortir de la visite passablement traumatisés. Mais la contribution parentale au fonctionnement du système éducatif ne va pas toujours dans le sens de l'intérêt de l'enfant, pour utiliser un euphémisme. Patrice Romain (3), qui a tiré des best-sellers de ses quarante ans de carrière dans l'Education nationale, vient de publier une édifiante compilation de ses réponses à des lettres de parents dans *Quand un proviseur se lâche !* Une mère se plaint de la punition infligée à son rejeton, qui a insulté un professeur ? « Nous aurions dû

**Marginales, les dérives fondamentalistes ?** Ce n'est pas l'avis de Bernard Ravet (4), auteur de *Principal de collège ou imam de la République*. Ce retraité – depuis 2013 – de l'Education nationale a vu grandir l'emprise islamiste sur les établissements marseillais qu'il a dirigés et dénonce l'impuissance publique, voire le déni, face au phénomène. Il relate ses mésaventures avec un surveillant « très efficace » dont il découvre qu'il distribue un livret « qui promeut la charia et détaille les crimes des "mécrites" ». Le rectorat, auquel il transmet des informations détaillées sur le livret, publié en Arabie saoudite et interdit en France, lui répond : « Ce monsieur a signé un contrat pour six ans, on ne peut rien faire. » Les RG (enseignements généraux), que le principal contacte, surveillent l'individu depuis six mois, mais rien n'est fait pour l'empêcher de nuire. « Méfiant, le surveillant a fini par partir de lui-même », explique Bernard Ravet.

Dès 2002, *Les Territoires perdus de la République* – ouvrage collectif sous la direction de Georges Bensoussan (5) – avaient sonné l'alerte, en vain. En 2004, un rapport d'un inspecteur général de l'Education nationale, Jean-Pierre Obin, recensait les multiples atteintes à la laïcité constatées sur le terrain. Comprendant enfin que cette bataille culturelle était décisive, mais ne sachant comment la mener sans être accusés de « stigmatiser » l'islam, les parlementaires votèrent la loi d'« interdiction du port de signes religieux ostentatoires » à l'école.

La victoire fut de courte durée. Dans *Témoin de la déséducation nationale*, qui vient de sortir, Jean-Noël Robert cite le cas →



**Ex-professeur de lettres classiques à « Franklin », le prestigieux lycée privé jésuite parisien, Brigitte Macron n'est pas pour rien dans la nomination de Jean-Michel Blanquer.**

peut être le Jules Ferry ou le Paul Bert du XXI<sup>e</sup> siècle, assure-t-il, en énumérant ses atouts : *Il a les idées claires, des chances raisonnables de durer dans son ministère, c'est un très bon connaisseur du système éducatif et il bénéficie du soutien d'un président de la République qui s'intéresse à l'Education.* »

« **Brigitte Macron doit y être pour quelque chose**, ajoute Jean-Pierre Chevènement, car elle avait la réputation d'être un professeur de qualité. » Bien vu, même si officiellement, l'épouse du Président n'a eu qu'un vrai contact avec le ministre de l'Education, lors d'un déjeuner en tête à tête, avant l'été. Mais elle a joué un rôle dans sa nomination : *« Elle avait lu les ouvrages de Jean-Michel Blanquer, elle en a parlé à Emmanuel Macron, qui a déjeuné*

PIERRE FERUSSE/AGFES/IMAGE

## CHEVÈNEMENT COMPARE DÉJÀ BLANQUER À JULES FERRY

— d'un collège près de Toulon dont le principal « a dû lutter contre le représentant des parents d'élèves, un musulman qui, au vu de la fréquentation de l'établissement, réclamait l'instauration de pratiques islamiques ». D'après l'auteur, 25 élèves seulement sur environ 500 n'y font pas le ramadan. « *Nous sommes seuls, accuse Bernard Ravet. Seuls à encaisser l'irruption du religieux dans la sphère publique [...] Seuls à devoir bidouiller des réponses au quotidien.* »

Jean-Michel Blanquer se réfère volontiers à la loi de 2004, qu'il juge « très bonne ». Quand il invoque la devise républicaine, il rajoute « *laïcité* » après « *liberté, égalité, fraternité* ». Il a demandé aux chefs d'établissement, qu'il a rencontrés avant la rentrée, de lui « *faire remonter les problèmes* », en leur promettant qu'ils pourraient compter sur le soutien de leur hiérarchie. Son credo : « *La République est forte, il faut la faire respecter !* »

Y parviendra-t-il ? Paradoxalement, sur ce sujet comme sur d'autres, l'évidence du délabrement de l'Education nationale devrait l'y aider. Les syndicats enseignants ne peuvent plus prétendre que les maux de l'école sont imaginaires.

Jean-Pierre Chevènement, qui marqua son passage Rue de Grenelle, de 1984 à 1986, en promouvant l'« *élitisme républicain* » contre l'égalitarisme, tient son lointain successeur, dont il a lu les livres, en haute estime. « *Jean-Michel Blanquer*

avec lui pendant la campagne, au moment des vacances de Noël », raconte un membre de l'entourage du ministre.

Le père d'un garçon que Brigitte Macron a eu comme élève quand elle enseignait à « Franklin », du nom de la rue du XVI<sup>e</sup> arrondissement où se trouve le lycée privé jésuite Saint-Louis-de-Gonzague, voit très bien « *quelles peuvent être les convergences* » entre le ministre et l'ancienne prof de son fils. Il en fait une description enthousiaste : « *Elle est aux antipodes de la gauche bien-pensante et égalitariste, elle tirait les enfants vers le haut en exigeant d'eux beaucoup d'efforts et de travail. Elle tenait aussi énormément à leur donner l'esprit de synthèse : par exemple, elle demandait à un enfant de résumer le cours, après l'avoir prévenu au début de l'heure qu'elle le ferait.* »

Certains des élèves de Brigitte Macron-Hauzy, comme elle s'appelait encore à l'époque, ont eu la chance qu'elle les emmène à Bercy, quand son mari était ministre de l'Economie, pour assister à un échange entre lui et Fabrice Luchini sur la littérature. Les enfants en gardent évidemment un souvenir ébloui. « *Je me rappelle que Brigitte Macron nous avait dit "vos enfants sont à Franklin, ce serait impardonnable qu'ils n'aient pas lu les grands classiques"* », raconte aussi le père de son ancien élève.

Des propos que ne désavouerait certainement pas le ministre qui a offert *Les Fables de La Fontaine* à tous les élèves de France... « *On ne transmet bien que ce à quoi on croit* », disait Hannah Arendt. Ne reste plus à Jean-Michel Blanquer qu'à redonner la foi au corps enseignant.

■ JUDITH WAINTRAUB

- (1) *L'Education nationale, une machine à broyer*, Editions du Rocher
- (2) *Témoin de la déséducation nationale*, Les Belles Lettres.
- (3) *Quand un prophète se lâche !*, Editions du Cherche-Midi.
- (4) *Principal de collège ou insan de la République ?*, Kero.
- (5) *Les Territoires perdus de la République, Mille et une nuits.*